

60 ans d'intercommunalité

Hier, aujourd'hui, demain...

District, Agglomération et Métropole sont les trois grandes étapes de l'intercommunalité à Montpellier. Le développement de ses compétences et de ses ressources est à l'origine d'aménagements majeurs au bénéfice des habitants et des entreprises du territoire.

Timides débuts

Créé en 1965 par arrêté préfectoral sous le mandat de François Delmas, le District urbain de Montpellier n'investit pas immédiatement le champ nouveau de l'intercommunalité. Il limite son action à la gestion des ordures ménagères (décharge du Thôt) et la création de zones d'activités. Il faut attendre l'élection en 1977 de Georges Frêche, très impliqué dans la décentralisation, pour endosser de nouvelles compétences : secours et incendie, mais surtout développement économique.

Montée en compétences

La création du Bureau du Développement économique en 1978, une première en France, va permettre de travailler sur un bassin d'emploi élargi et de préfigurer la future TechnoPôle (Agropolis, Héliopolis, Euromédecine, Cap Alpha...). En 1981, la compétence transports est acquise et mène à une municipalisation rapide du réseau. Le tunnel de la Comédie (1984) accompagne l'évolution du schéma de transports communal, auparavant organisé en étoile à partir de la gare. « *Petit à petit, nous passons d'une intercommunalité de mise en commun des moyens à une véritable solidarité permettant un aménagement du territoire plus efficace et plus en phase avec la géographie du bassin de vie global* », estime Christophe Moralès, ancien adjoint municipal, vice-président du District (1985 – 1995) et de l'Agglomération (2008 – 2014). La montée en compétences se poursuit progressivement : réalisation et gestion des équipements culturels et sportifs (1988), assainissement des eaux usées (1989), traitement des ordures ménagères (1991)...

Une solidarité indispensable

À la suite de la loi Chevènement de 1999, qui dote l'intercommunalité de ressources propres via la mise en commun de toutes les taxes professionnelles, la naissance de l'Agglomération entre 2001 et 2005 est difficile. L'Agglomération passe de 38 communes en 2002, à 31 entre janvier 2004 et janvier 2005.

Palavas-les-Flots, La Grande-Motte, Maugeo, Saint-Aunès, Saint-Clément-de-Rivière, Saint-Gély-du-Fesc et Teyran quittent l'intercommunalité. Dans la foulée, suite à une décision préfectorale défavorable, la fusion avec les communautés voisines du Bassin de Thau et du Nord du Bassin de Thau est bloquée, empêchant la constitution d'une communauté urbaine. 2006 et 2007 sont néanmoins le temps de la reconnaissance internationale pour Montpellier, labellisée « ville européenne à fort potentiel », et dont le BIC reçoit le prix du meilleur incubateur mondial. L'acte III de la décentralisation en octobre 2014 permet de clarifier les règles de gestion de l'intercommunalité et de créer la Métropole en janvier 2015 (voir p. 31). Nous fêtons cette année ses 10 ans.

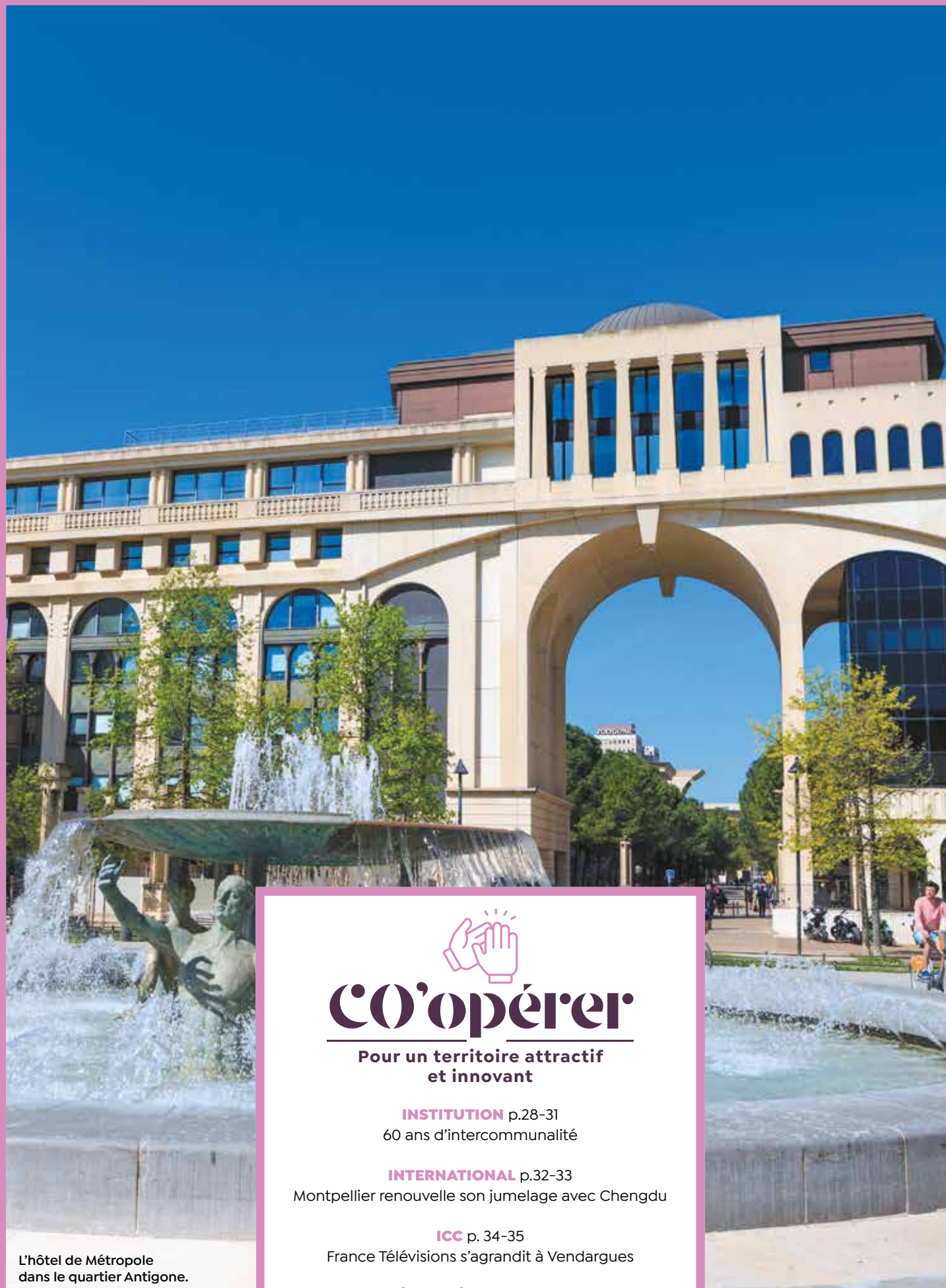


- Janvier 1965
Création du District de Montpellier
- Août 2001
Création de Montpellier Agglomération
- Janvier 2015
Création de Montpellier Méditerranée Métropole
montpellier3m.fr



Septembre 1985 : Georges Frêche préside la séance du conseil du District de Montpellier après l'inauguration de ses premiers locaux dédiés, rue Marcel de Serres.

© Archives de Montpellier, côte R1401



L'hôtel de Métropole dans le quartier Antigone.

© Christophe Ruiz



CO'opérer

Pour un territoire attractif et innovant

INSTITUTION p.28-31
60 ans d'intercommunalité

INTERNATIONAL p.32-33
Montpellier renouvelle son jumelage avec Chengdu

ICC p. 34-35
France Télévisions s'agrandit à Vendargues

ZÉRO CHÔMEUR p. 36-37
Hauts Val & Co fabrique de l'emploi

Gagnant

Claude Cougnenc : Pour contredire la traditionnelle critique « Montpellier prend tout et les communes supportent les coûts », voici un bel exemple gagnant – gagnant. Il y avait cinq péages gérés par un concessionnaire privé sur l'autoroute entre Vendargues et Saint-Jean-de-Védas. C'était un obstacle pour l'intercommunalité et un coût certain pour tous les habitants. Suite au vote du 27 mai 1997, la Ville de Montpellier rachète seule les droits à péage et instaure la gratuité de l'autoroute. Un peu comme aujourd'hui avec les transports en commun.

Tramway

Robert Subra : La construction de l'Agglomération et le développement du tramway et des transports en commun sont imbriqués dans la même dynamique. Au départ, les gens étaient un peu circonspects. Pourquoi amener le tramway jusqu'à Jacou ou Pérois ? Mais Georges Frêche avait une vision novatrice, une vision d'unité de la région autour de Montpellier. Il fallait faire le lien avec les villages et le littoral. Certains n'étaient pas d'accord. Comme Palavas. C'est d'ailleurs le seul vrai échec du projet, ne pas avoir pu aller jusqu'à la mer... Cela reste une grande réussite pour l'homogénéité et la cohérence du territoire. Et le tramway a participé à la renaissance de la ville à bien des niveaux.


Vision d'ensemble

Christophe Moralès : Pour résumer l'intérêt de l'intercommunalité, je citerai Philippe Ogé, ancien maire de Prades-le-Lez : « Un Pradéen, c'est un Montpelliérain qui n'habite pas sur l'CEuf. » Avant l'Agglomération, chaque commune avait son petit périmètre, sans forcément de cohérence et de convergence territoriale... Une vraie vision d'ensemble permet d'anticiper les défis et de développer des grands équipements structurants. Pour ma part, j'ai beaucoup travaillé sur l'usine de tri Demeter à Garosud. Une opération délicate qui a provoqué de nombreuses tensions. Cela a donné lieu à une grande première en France, l'organisation d'un référendum local sur le choix de la méthode de traitement et du lieu d'implantation en mai 1990.

Aider les communes

Alain Barrandon : Jusqu'au milieu des années 90, les communes, réticentes, restaient un peu dans leur coin. Tout le monde avait peur de se faire manger par Montpellier. Avec les communes voisines, nous avons constitué, à ce moment-là, la communauté « Vignes et pierres » pour améliorer ensemble la gestion des déchets. Georges Frêche voulait convaincre les habitants et les maires. Il a organisé des réunions publiques dans toutes les communes, et, contrairement à ce que je pensais, les gens ont adhéré. À la création de l'Agglomération en 2002, Sussargues a rejoint l'intercommunalité. L'Agglomération a aidé les communes sur les écoles, la culture, la voirie, la gestion des déchets... Castries a eu une médiathèque, Saint-Brès une piscine, Sussargues le stade Jules Rimet...

Cohérence et solidarité territoriale

Jacques Vallet : L'intérêt commun était la mise en cohérence d'un territoire assez déséquilibré, où le dynamisme de Montpellier était la locomotive économique. Il était nécessaire de développer les échanges et la solidarité au sein d'un bassin de vie global pour relever de nombreux défis : développement économique, transports, déchets, logement, inondations, culture et sport... Des compétences qui de toute façon ne peuvent pas être assumées à l'échelle communale. Au départ, le District est une administration un peu fragile. Avec Georges Frêche, nous sommes allés dans toutes les communes, au-devant des maires et leurs collaborateurs, pour convaincre de la pertinence du projet, le fil rouge étant résumé par la formule « L'avenir en partage ». Je crois que c'est un bon résumé de l'intercommunalité, qui est une construction juridique, mais aussi une aventure humaine.



© Christophe Ruiz

Alain Barrandon, maire de Sussargues de 1983 à 2014 et vice-président de l'Agglomération de 2001 à 2014



© DR

Christophe Moralès, adjoint municipal de Montpellier, vice-président du District de 1985 à 1995 et de l'Agglomération de 2008 à 2014



© DR

Robert Subra, vice-président de l'Agglomération délégué aux Transports de 2001 à 2014



© H. Rubio

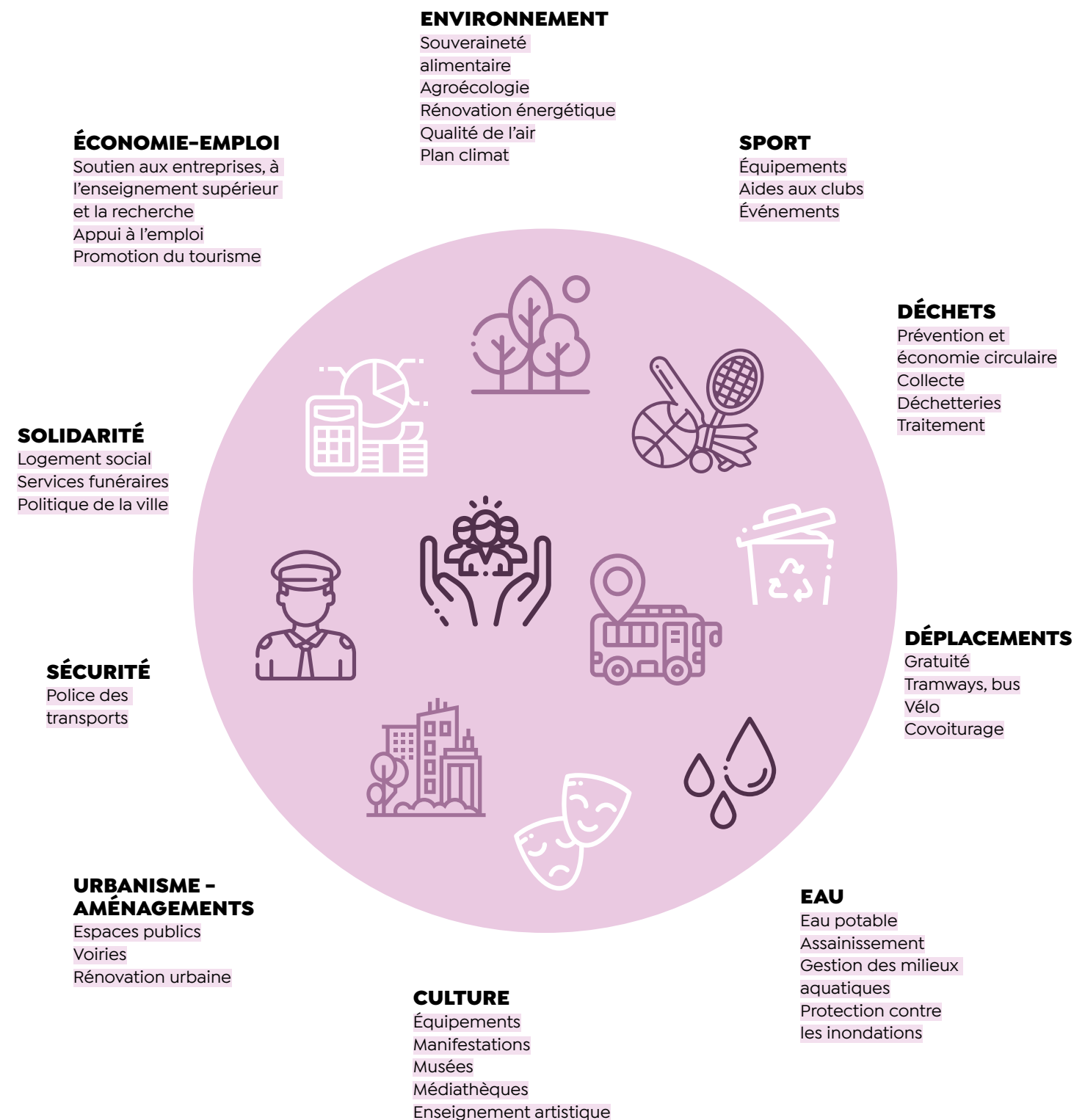
Claude Cougnenc, secrétaire général du District de 1978 à 1982 et directeur général des services de la Ville de Montpellier de 1982 à 2004



© DR

Jacques Vallet, Secrétaire général adjoint de la Ville de Montpellier de 1983 à 1988, directeur général du District, puis de l'Agglomération de 1988 à 2004

Les compétences de la Métropole





© Métropole de Chengdu

Montpellier renouvelle son jumelage avec Chengdu

Du 18 au 28 octobre, Michaël Delafosse a conduit une délégation en Chine. Ce déplacement officiel s'inscrivait dans le cadre des 60 ans des relations diplomatiques entre la France et la Chine. Il a permis d'intensifier le jumelage avec Chengdu, le premier entre une ville française et une ville chinoise, signé en 1981 par Georges Frêche.

Le programme du déplacement officiel de la délégation montpelliéraine a été intense. Aux côtés du président de la Métropole, des vignerons, des représentants de l'Université de Montpellier, du CHU, du Rectorat et du monde économique étaient présents. Première étape à Shanghai, où se déroulait le Festival international des sports extrêmes (FISE), exporté en Chine depuis trois éditions. La fédération chinoise de BMX devrait officialiser prochainement ses liens avec le skatepark de Grammont, qui deviendrait son centre d'entraînement officiel lors des déplacements de ses athlètes en Europe.

L'attractivité de MedVallée

Des contacts ont également été pris avec Health & Biotech, une entreprise spécialisée dans l'utilisation de cellules souches pour des applications médicales. Désireuse d'installer en France une unité de production, avec une centaine d'emplois à la clé, elle serait intéressée par une implantation à

Montpellier, au sein du Biopôle MedVallée. Mettant en avant le dynamisme des industries culturelles et créatives du territoire montpelliérain, Michaël Delafosse a également visité différentes entreprises de jeux vidéo, dont Ubisoft, basée à Chengdu, qui emploie 450 personnes. Il a eu la surprise de découvrir les Lapins crétiens montpelliérains remastérisés, évoluant dans l'univers de la mythologie chinoise.

Des liens renforcés

Le point d'orgue du déplacement a été, bien évidemment, le 23 octobre, la signature de renouvellement du jumelage avec Chengdu. La convention prévoit notamment une collaboration entre le musée Fabre et le musée de Chengdu. La cérémonie a été précédée d'une visite à l'école Montpellier. Cet établissement gigantesque (3 700 élèves et 300 professeurs), qui fête ses 10 ans, est l'œuvre des architectes montpelliérains du cabinet Coste. Le voyage s'est terminé par une escale à Pékin où la délégation a été reçue par l'ambassadeur de France.

Ils étaient en Chine

Santé **Nicolas Giraudeau** : Les professionnels de santé de Chengdu ont été intéressés par le programme de Montpellier Santé Orale. C'est d'ailleurs prévu dans le renouvellement du jumelage. Montpellier peut ainsi devenir un modèle. Il y a une réelle volonté tant du côté chengduan que du côté montpelliérain d'aller vite pour bâtir des coopérations. Le plus grand hôpital de Chengdu a aussi été sensible à l'activité de télémédecine buccodentaire développée au CHU de Montpellier qui peut être un vrai plus pour la prise en charge.



ICC **Francis Ingrand** : Ce que l'écosystème montpelliérain des industries culturelles et créatives peut apporter en Chine, c'est la créativité. Les studios ont une carte à jouer. Il y a une vraie classe moyenne avec un pouvoir d'achat intéressant qui pirate moins et commence à acheter du jeu vidéo. Il y a des sociétés françaises comme Virtuos ou Ubisoft qui sont installées depuis très longtemps. Il y a énormément d'opportunités de partenariats. Mais, pour s'implanter sérieusement, il est nécessaire d'ouvrir un bureau sur place.

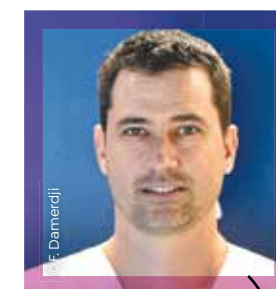
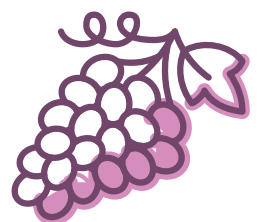
Université **François Pierrot** : Avec 800 étudiants chinois cette année à l'université de Montpellier, nos échanges sont déjà très importants. Nous avons renforcé les liens qui existent déjà et envisagé de nouvelles perspectives, notamment pour développer davantage de bourses et faire venir des étudiants dans les deux pays. Il y a aujourd'hui plus de Chinois qui viennent chez nous que l'inverse. Nous voulons intensifier nos échanges avec l'Université des sciences et technologies électroniques de Chengdu.

Culture **Florence Hudowicz** : Le déplacement a permis au musée Fabre de signer une lettre d'intention de partenariat avec le musée de Chengdu. Cette rencontre a aussi été l'occasion d'annoncer l'implantation à Montpellier du concept Guimet+, déclinaison du musée national des arts asiatiques. Fin 2025, à l'hôtel Cabrières-Sabatier d'Espeyran, une première exposition sera dédiée à la Chine avec une trentaine de chefs-d'œuvre retraçant la civilisation chinoise, à travers quatre thématiques que sont la beauté, le prestige, le sacré et la transgression.

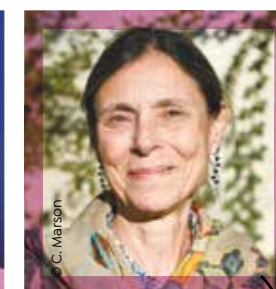
Viticulture **Baptiste Granier** : C'est la première fois que notre domaine démarchait en Chine. Cela a été possible grâce à la Métropole de Montpellier. Des dégustations ont été organisées à Chengdu pour des particuliers et des professionnels, importateurs ou entreprises. Des rencontres très intéressantes afin de cerner les attentes des consommateurs. J'ai eu un contact prometteur avec un distributeur qui a apprécié nos vieux millésimes assez complexes. Il semblerait que cela convienne très bien avec la gastronomie chengduane, assez épicée.

26

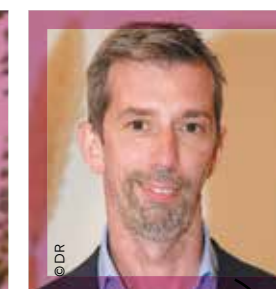
millions d'habitants peuplent la Métropole de Chengdu. La capitale du Sichuan, réputée pour sa douceur de vivre, connaît une très forte attractivité à l'instar de Montpellier.



Nicolas Giraudeau, coordinateur du programme Montpellier Santé Orale



Florence Hudowicz, conservatrice en chef du patrimoine au musée Fabre



Francis Ingrand, président-fondateur de Plug In Digital



François Pierrot, vice-président de l'Université de Montpellier



Baptiste Granier, vigneron (Clos Sorian - Saussan)

France Télévisions s'agrandit à Vendargues

France Télévisions construit sur deux hectares un second « village de l'image » à Vendargues. Ce nouveau site va renforcer l'écosystème régional des Industries Culturelles et Créatives (ICC). Près de 12 000 personnes travaillent dans l'audiovisuel ou les jeux vidéo en Occitanie. Les trois quarts de ces emplois sont implantés autour de Montpellier.



Plantation d'un palmier pour lancer le chantier avec Carole Delga, présidente de la Région Occitanie, Michaël Delafosse, président de la Métropole, Delphine Ernotte Cunci, présidente France Télévisions, Guy Laure, maire Vendargues, les représentants de l'État et du promoteur Proudreed.

France Télévisions poursuit le développement de son activité de tournage sur la commune de Vendargues avec la construction de studios supplémentaires. À terme, le groupe devrait doubler sa capacité de tournage. V Studios 2 rassemblera dans un premier temps quatre plateaux de 300 à 800 m² (12,5 m de hauteur sous plafond), un espace de stockage, ainsi que des bureaux et des loges pour accueillir, entre autres, de nouvelles entreprises du secteur. Le tout réparti sur plusieurs bâtiments (70 000 m² de bâti) respectant les normes environnementales BREAM et BDO Argent, et équipés de 3 800 m² de panneaux photovoltaïques. La structure aura également la capacité d'accueillir du public, et donc d'enregistrer des émissions ou des jeux sur place.

Stimuler l'emploi local

« La construction de ces nouveaux studios France Télévisions est une étape importante et prometteuse pour le développement du territoire et l'emploi. Par exemple, des élèves du BEP électricité du lycée Léo-

nard de Vinci ou des étudiants d'ARTFX ont trouvé du travail ici, à Vendargues, qui s'affirme comme un pôle majeur des ICC en France. Et nous verrons de plus en plus Montpellier sur les écrans de télévision, c'est aussi une très bonne chose ! », se félicite Michaël Delafosse, maire de Montpellier, président de la Métropole. Selon une étude du CNC, 1 euro investi dans un tournage correspond à 7,6 euros de retombées économiques pour le territoire.

Un partenariat public-privé ambitieux

Ce projet a pu se concrétiser grâce à un partenariat élargi entre la Métropole, la Région, l'État via la mise en œuvre du plan France 2030 « La Grande Fabrique de l'image ». Mais aussi grâce à Proudreed, promoteur immobilier, qui a modifié son projet initial sur cette parcelle pour accompagner le déploiement de France Télévisions, et enfin Gaumont, UGC et Pathé. Par ailleurs, M6 et sa société de production SND viennent de s'engager à tourner dans les studios vendarguais leur nouveau feuilleton quotidien.

63 000

JOURS

de travail pour plus de 2 500 salariés. C'est l'emploi généré en 2023 par les productions accueillies au sein de V Studios à Vendargues, dont la série *Un si grand soleil*. L'activité est en plein développement.



Guy Lauret, maire de Vendargues

« Je suis très heureux de voir se développer « Vendargwood », qui devient l'épicentre du secteur des ICC dans notre région, et peut-être même au-delà. Il y a tout dans ce projet : de l'investissement local et national, de l'innovation, de la création d'emplois, de l'écologie et des rentrées fiscales. Cela fait du bien dans le contexte actuel. »

Des emplois locaux

Jauffrey Gallé, coordinateur d'écriture, Émilie Levraey, chargée de production, et Doriane Lopez, spécialiste de la 3D : trois jeunes professionnels formés localement et recrutés par France.tv Studio pour travailler sur la série *Un si grand soleil*. Ils racontent leurs parcours.



Jauffrey Gallé

« J'ai suivi un cursus de trois ans au sein de l'école Travelling de Mauguio (spécialité écriture de scénario et réalisation). Mes professeurs Jean-Baptiste Durand et Nathan Legrassier m'ont transmis leur passion et donné confiance en moi pour oser des projets personnels. L'école m'a orienté vers France.tv Studio dès mon diplôme obtenu. Mon travail est de faire le lien entre les auteurs à Paris et les aspects pratiques du tournage à Vendargues. Il s'agit d'adapter les modifications du scénario ou des dialogues en fonction des demandes de chacun ou des aléas, comme le changement d'un lieu de tournage ou l'indisponibilité d'un comédien. Notre équipe de quatre personnes est garante du « feuilletonnant » de la série, c'est-à-dire la cohérence et la continuité de l'histoire et de l'évolution des personnages. »

Doriane Lopez

« J'ai suivi un cursus de quatre ans à ARTFX, puis j'ai commencé par de petites productions et des projets personnels. Je suis spécialisée en « compositing », c'est-à-dire la création en 3D des décors qui remplacent le fond vert utilisé en studio. Je travaille sur *Un si grand soleil* depuis 2021, au sein des Tontons truqueurs, spécialistes de la production virtuelle. Nous créons par exemple les décors virtuels de l'hôpital, du bureau du juge ou les extérieurs visibles par les fenêtres. Nous travaillons de plus en plus en hybride réel - virtuel, pour un meilleur contrôle de l'image et des contraintes de tournage. Nous sommes ainsi capables de proposer au réalisateur les images du décor virtuel final au moment où il va tourner. Nos images 3D apparaissent en direct en arrière-plan pendant le tournage des scènes. Depuis peu, je donne aussi des cours aux étudiants du Master création numérique de l'université Paul-Valéry. »



Émilie Levraey

« J'avais pris l'option cinéma au lycée de Pézenas. Ensuite, j'ai fait une licence Cinéma et un master Production à l'université Paul-Valéry. Je suis arrivée à Vendargues en 2021, en tant qu'intermittente, puis j'ai été titularisée comme chargée de production. En résumé, je m'occupe du recrutement et des plannings des équipes de tournage, de la gestion des décors et du matériel, mais aussi de l'aspect budgétaire et administratif. Une équipe de tournage complète, c'est entre 30 et 40 personnes. Chaque jour, nous avons quatre équipes sur le terrain, soit autour de 140 personnes qui travaillent sur la série *Un si grand soleil*, lors des périodes de tournage. C'est très intéressant, très varié... Les journées ne se ressemblent pas, il faut s'adapter et trouver des solutions pour que les tournages se passent au mieux chaque saison. »

Hauts Val & Co fabrique de l'emploi

Le territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD) de Montpellier-Grabels a pour ambition la création de 200 emplois aux Hauts de Massane et à La Valsière. Hauts Val & Co est la première entreprise à but d'emploi (EBE) de la Métropole. Conciergerie, café et épicerie sont les premiers projets. Rencontre avec le directeur et des salariés qui étaient éloignés de l'emploi.



Jordan Simoes,
28 ans. Salariné de l'EBE.

« On m'a fait confiance »

« J'ai fait un CAP agriculture et paysagiste en deux ans, puis une seule année en BAC. J'ai été obligé d'arrêter mes études car j'ai été victime de harcèlement, pendant plusieurs années, durant ma scolarité. Le monde me rejetait et je rejetais le monde. J'avais du mal à sortir de chez moi. J'ai beaucoup travaillé sur mon autonomie et ma relation aux autres. Mais je ne savais pas trop ce que j'allais devenir. Sur proposition du point emploi de la mairie de Grabels, j'ai rejoint TZCLD. Pour moi, cela a été un déclic. On m'a accompagné pour que je trouve ma place. Enfin, je me suis senti écouté, on trouvait même mes idées intéressantes. On m'a fait confiance et en retour je voulais aider l'EBE. Ce qui est bien, c'est qu'on utilise nos compétences, pas nos diplômes. Je me suis présenté comme représentant des salariés et du bien-être des employés de l'EBE et je vais travailler à la communication interne et externe de l'entreprise. »

« Comme une seconde famille »

« J'ai un CAP Petite enfance dont je ne me suis jamais servi. J'ai élevé mes enfants. J'ai travaillé en insertion à Figuerolles, pendant huit mois, à la Gaminerie. J'ai fait des petits jobs, jamais de choses stables. J'habite à La Valsière. Ma conseillère m'a mise en lien avec l'EBE en me parlant des volontaires et en me disant que c'était une chouette expérience. C'est différent de ce qui existe, comme une seconde famille. On est très solidaires et on a un super directeur. Les locaux ne sont pas terminés et on va voir comment les choses évoluent. Je vais être responsable de l'épicerie. Pour le moment, je m'occupe un peu de tout. J'ai déjà travaillé en épicerie solidaire à Cahors. Dans ce quartier, on veut rendre service aux habitants. Les enfants n'ont pas beaucoup d'activités. L'EBE, ça marche très bien à Lodève, pour des gens qui sont depuis longtemps au chômage. Il faut redynamiser ce quartier où il n'y a plus de commerces. J'ai visité récemment la maison de l'alimentation solidaire de Celleneuve. Créer à la Mosson une seconde maison de l'alimentation de Montpellier est un projet qui m'intéresserait beaucoup. »



Mélanie Hach,
36 ans. Salarinée de l'EBE.



**Rijandrisolo
Randrianarivony,**
55 ans. Salariné de l'EBE.

« J'habite le quartier et je m'investis dans l'EBE »

« J'ai eu un BAC à Madagascar en développement informatique et j'ai travaillé après. Je suis arrivé en France en 2012. Je n'ai pas pu trouver de travail, ni dans l'informatique, ni dans l'audiovisuel. J'ai travaillé comme commis de cuisine pendant six ans à Montpellier et c'est là, en 2016, que j'ai recommencé à étudier. J'ai appris le web design et développeur web. J'ai une licence en informatique, mais je n'ai jamais trouvé de travail. Je pense que mon âge a pu être un frein, même si on ne me l'a jamais dit, alors que j'ai les compétences. J'ai quand même travaillé comme informaticien pour un centre de formation. Quand mon conseiller en insertion m'a parlé de TZCLD, j'ai intégré la démarche comme volontaire, puis j'ai été embauché par Hauts Val & Co. J'habite le quartier et j'ai la volonté d'aider l'EBE. Nous créons nous-mêmes les métiers que nous allons occuper. Ici, c'est à taille humaine et il y a une bonne ambiance. Cela a de l'importance pour moi. Pour le moment, je suis polyvalent, mais nous allons construire ma fiche de poste informatique et communication. Les projets vont grandir en même temps. J'aime cette idée de construire les choses nous-mêmes. Où serai-je dans deux ans ? Peut-être toujours à l'EBE !

« Nous créons nous-mêmes les métiers que nous allons occuper. Ici, c'est la fiche de poste qui s'adapte à nous »

« Travailler ensemble et pour les autres »

« J'ai eu une formation de géographe à la Sorbonne, à Paris. J'ai été en poste à la mairie de Paris pendant six ans comme chargé de développement local. Sur mon dernier poste, comme collaborateur de cabinet du maire du 18^e, j'ai notamment accompagné la candidature Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD) durant deux ans, du projet jusqu'à l'habilitation. J'ai ensuite déménagé à Montpellier où j'ai été recruté comme chef de projet TZCLD. Il y avait tout à faire. Mon rôle à la Métropole était d'accompagner les mairies de Montpellier et de Grabels dans leur ambition commune. On a bâti le comité local pour l'emploi (CLE) et j'ai rencontré plus d'une soixantaine de partenaires associatifs et institutionnels. Nous avons créé le consensus, et l'architecture du projet. La mobilisation des habitants était essentielle. Le 4 novembre dernier, c'était le premier jour de l'habilitation TZCLD et le premier jour de travail des 20 salariés issus de la privation durable d'emploi et de l'équipe de direction. Nous ouvrons une conciergerie pour les habitants, place d'Italie à Montpellier. C'est un point multiservice en libre accès qui manque aux habitants. Puis, le café et une cuisine pédagogique. On projette ensuite d'ouvrir une épicerie de quartier fin janvier.

« On démarre les activités liées à la conciergerie pour les habitants, place d'Italie. C'est un point multiservice qui manque aux habitants »



Victor Delescluse,
37 ans. Directeur de l'EBE.